

Initiatives ministérielles

politiques à travers le Canada, les utilisent. Et à mon avis, c'est regrettable et inacceptable.

Je lisais un éditorial dans le journal il y a quelque temps et voici ce que cela donne comme résultat de la perception des gens. Cet éditorial-là regroupe exactement les pensées ou la réaction que les citoyens de mon comté me transmettent à toutes les fois que j'ai l'occasion de la rencontrer, — et Dieu sait de ce temps-ci si je les rencontre souvent. On dit: «Jour après jour, les manchettes s'entassent sur les mises à pied auxquelles les entreprises du secteur privé sont forcées de procéder. Et pendant ce temps, les fonctionnaires fédéraux relancent leur grève pour protéger leur pouvoir d'achat comme s'ils vivaient dans une bulle de verre. La sécurité d'emploi a pris une valeur inestimable au cours des dix dernières années, minée particulièrement par deux récessions. Partout dans le secteur privé, les travailleurs composent avec le stress de perdre leur emploi, temporairement ou définitivement, parce qu'ils sont conscients des difficultés vécues par l'entreprise à laquelle ils appartiennent. Plusieurs syndicats ont su faire montre de lucidité, de réalisme et convenu de défendre la formule allant du gel de salaire au travail partagé pour permettre à leurs membres de maintenir un revenu décent. L'Alliance de la Fonction publique de son côté ne veut rien comprendre.»

On dit aussi «que tous les Canadiens ont encaissé une perte de pouvoir d'achat. Le rehaussement du confort psychologique et financier des 156 000 fonctionnaires qui font la grève ne serait jamais un objectif pour les Canadiens, au contraire.

Sécurité d'emploi mur à mur. Conditions de travail étroitement surveillées par des organismes gouvernementaux qui mesurent l'inclinaison des chaises ou la pureté de l'air respiré par ces serviteurs de l'État. Régime de retraite supérieur à ce qui existe dans le secteur privé. Avantages sociaux qui font souvent de ces membres de la nation, des fonctionnaires, les enfants gâtés du régime en période de récession.» On dit enfin que le ministre Loiselle et le gouvernement doivent maintenir ses positions fermes.

• (1550)

Pourquoi des éditorialistes écrivent-ils cela? Purement et simplement parce que certains dirigeants syndicaux n'ont probablement pas écouté attentivement ce que leur disaient les membres à la base.

Un autre facteur: M. Bean refuse le gel des salaires. France Pilon, *Le Droit* du 25 avril 1991: «Le côté moins gai du congrès a été l'annonce d'une réduction de 1,8 million de dollars annuelle dans les dépenses forçant le syndicat à geler des postes. Les fonctionnaires devront également déboursier 83c. par mois pour le fonds de règlement de grève qui se chiffre à 15 millions. Les cotisations syndicales ont été également augmentées. Mais M^{me} Hurens

n'était pas en mesure de dire le montant exact, précisant que c'était en bas de 4 \$».

Au mois d'avril déjà, les dirigeants syndicaux de la Fonction publique avaient décidé qu'il y aurait une grève. Mais ils avaient décidé aussi qu'ils n'avaient pas les moyens d'augmenter les salaires du personnel du syndicat de la Fonction publique. Ils ont coupé 20 postes pour pouvoir accorder 3 p. 100 d'augmentation à ceux qui restaient. Ils disaient: C'est bien triste, mais on ne peut faire mieux.

Aujourd'hui et hier, monsieur le Président, la loyale opposition de Sa Majesté retarde le débat, retarde l'adoption de la loi en essayant de nous faire croire et de faire croire à l'ensemble des Canadiens que le gouvernement maltraite leurs employés. Il ne faut pas oublier, monsieur le Président, que pour le citoyen ordinaire, moi, le député de Portneuf, je suis à leurs services, c'est eux qui me paient au même titre qu'ils paient les autres serviteurs de la société, qu'ils soient de la Fonction publique fédérale, la fonction publique provinciale ou municipale. Et pourquoi nous paient-ils? Ils nous paient pour qu'on soit en mesure de leur donner les services qu'ils nous demandent de leur donner, des services qu'eux se paient.

Or présentement, monsieur le Président, nos citoyens ont moins les moyens d'augmenter la qualité des services et de s'en offrir plus. Pour quelles raisons? Parce qu'il y a des fermetures d'usines, dont celle de Matane; 1 000 emplois directs et indirects dans la région de Matane. Ce sont 100 000 emplois à Montréal, cela, ou à Toronto. Mais on n'en parle pas. La loyale opposition de Sa Majesté n'en a pas soufflé mot, surtout pas en souffler mot parce que cela mettrait en péril leur tactique qui est de couvrir et d'encourager M. Bean à continuer d'inciter ses membres en les informant mal pour continuer une grève. La majorité des employés de l'État n'en veulent pas, ce qui fait que cela suscite de la violence.

On élève les tensions. On nous a parlé toute la journée hier et aujourd'hui encore des tensions qu'il y aurait, du climat de travail qu'il y aurait au lendemain de la grève dont moi, je suis responsable. Ce n'est pas vous, monsieur le Président, ni le président du Conseil du Trésor, pas plus que moi qui avons commandé aux employés de l'État, aux serviteurs du peuple canadien de sortir dans la rue et de prendre la population en otage. Ce n'est pas nous en cette Chambre qui avons demandé cela. C'est le président de l'Alliance de la Fonction publique canadienne. Il savait fort bien ce qu'il ferait. Il savait qu'il prendrait en otage les aéroports, les ports de mer, les voies ferrées, les services de santé, les services — et Dieu sait si de ce temps-ci, ils en ont besoin — les services d'assurance-chômage. Il n'y en a pas beaucoup de chômeurs ces temps-ci, d'ailleurs, au Canada, 1 200 000! Les chèques d'allocation de pension de vieillesse; il y a combien de dizaines de milliers de personnes âgées qui attendent leur chèque de pension à chaque mois pour